



**PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IKO INSULATIONS

Parc de l'Aize
Rue d'Allemagne
63460 Combronde

Références : 20260205-RAP-63-0083-InspIEDIkoCombronde
Code AIOT : 0005602567

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement IKO INSULATIONS implanté Parc de l'Aize Rue d'Allemagne 63460 Combronde. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IKO INSULATIONS
- Parc de l'Aize Rue d'Allemagne 63460 Combronde
- Code AIOT : 0005602567
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Cette usine fabrique des panneaux de mousse en polyisocyanurate (PIR) destinés à l'isolation de bâtiments en France et dans certains pays limitrophes.

Cet établissement est classé seveso bas du fait de son stock de pentane (liquide inflammable de catégorie 1 - rubrique 4330). Il est soumis à la directive IED pour son activité de fabrication de mousses (3410).

IKO est un groupe familial créé au Canada en 1951. Il a débuté son activité dans les produits bitumés pour les couvertures de bâtiments. Il a étendu son activité aux produits d'isolation, notamment en mousse PIR (poly-isocyanurate). Ce groupe a acquis une envergure mondiale. Il emploie plus de 3500 personnes et possède 37 usines en Amérique du Nord et en Europe. Une nouvelle usine est en construction en Allemagne.

L'activité a connu des années 2024 et 2025 difficiles avec un plan social et un fonctionnement qui a été finalement moins important qu'espéré. Un travail en 3x8h avait été développé mais il n'a fonctionné que quelques mois. L'usine fonctionne désormais en 2x8h et a produit environ une cinquantaine de tonnes par jour de mousse, pour une autorisation allant jusqu'à 139 t/j.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED-MTD
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Plan de gestion des COV	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 8.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Reexamen IED	Lettre du 17/03/2025	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Plan d'opération Interne	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.9.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	zonage des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	dangers internes	du 18/10/2013, article 7.4.2	d'action corrective	
6	installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.5.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
7	vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.5.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
8	consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.6.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
9	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	/	Sans objet
10	Fiche de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5	/	Sans objet
11	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions notamment suite à l'inspection qui concernait les risques accidentels et l'exercice POI de 2024. Suite à l'inspection relative aux émissions atmosphériques de 2024, certains point sont encore à justifier. Dans ce même cadre des éléments sont attendus sur le dossier de réexamen IED. En effet, le site est soumis à une procédure de réévaluation de ses conditions d'exploitation, en comparaison aux meilleures techniques reconnues au niveau européen.

L'exploitant doit progresser sur sa connaissance des émissions canalisées, diffuses (fugitives et non fugitives) de COV. Le but étant de capter au maximum les émissions à la source et de les traiter par des dispositifs adaptés. La surveillance associée doit être proportionnée vis-à-vis des flux émis et du caractère éventuellement CMR des émissions.

Les éléments transmis dans le cadre du réexamen IED permettront de déterminer les dispositions opposables, issues de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024. Les obligations seront reprises dans un arrêté préfectoral complémentaire qui viendra mettre à jour les dispositions imposées, avant la fin 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des fumées - conception
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/11/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
Constats : <p>Lors de la dernière inspection, il avait été demandé à IKO d'établir une consigne spécifiant l'arrêt de l'exploitation en cas de dysfonctionnement du RTO, de compléter la check-list de démarrage de l'atelier de production afin de mentionner une vérification de l'état du RTO et d'ajouter au registre d'anomalies du RTO explicitement les actions correctives et curatives mises en œuvre pour remédier auxdites anomalies.</p> <p>Sur site, la check-list comprenant un contrôle du fonctionnement du RTO avant mise en route d'une production est bien en place. En revanche, l'opérateur et le directeur ont confirmé qu'une anomalie de RTO (et donc une absence de traitement) n'entraînait pas un arrêt de production.</p> <p>Le registre d'anomalie RTO consulté indique que ces situations ont été rencontrées :</p> <ul style="list-style-type: none">- 3 fois en 2025 :<ul style="list-style-type: none">• la première fois, la production était arrêtée (problème lié au froid), uniquement sur une durée de 60 minutes,• la deuxième fois en juin, de 6h à 20h10 : la cause de la panne n'a pas été tracée sur le registre,• la troisième fois en novembre, du 3 (6h) au 6 (10h) : cela a été dû à une maintenance qui n'avait pas pu être effectuée lors de l'arrêt technique,- 2 fois en 2026 (jusqu'au jour de l'inspection) :<ul style="list-style-type: none">• le 6 janvier de 6h à 12h, sans explication sur la cause de la panne,• le 19 janvier de 6h30 à 8h30, suite à une coupure électrique. <p>L'exploitant a indiqué qu'il comptabilisait les heures de fonctionnement sans traitement et qu'il s'était fixé un maximum de 2% du temps annuel de production.</p> <p>Dans le dossier de réexamen (BREF WGC, MTD3 - fonctionnement OTNOC), il est indiqué qu'il n'existe pas de risque d'OTNOC (fonctionnement autre que normal) mis en évidence puisque qu'en cas de dysfonctionnement du RTO ou des filtres à manches, l'arrêt rapide de la chaîne de production est déclenché (manuellement). Cela est contraire aux constats effectués sur site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant devra mettre à jour son dossier de réexamen et ses procédures OTNOC afin</p>

<p>d'identifier les causes de dysfonctionnement du système de traitement et mettre en place des dispositions permettant de les réduire au maximum. Le renforcement des éléments indiqués sur le registre d'anomalies concernant les causes est prévu dans la MTD3 du BREF WGC et doit permettre une amélioration continue sur ce sujet.</p> <p>De plus, il justifiera le seuil de 2% qu'il considère comme acceptable pour un fonctionnement sans traitement.</p> <p>Il évaluera les rejets de COV associés à ces périodes (à considérer comme des émissions diffuses à priori si l'aspiration ne fonctionne plus, ou canalisés si l'aspiration fonctionne mais pas le traitement) et devra intégrer ces résultats dans la déclaration annuelle GEREP (et son plan de gestion des solvants).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Plan de gestion des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 8.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des COV
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion des composés organiques volatiles (COV), mentionnant notamment les entrées de COV dans l'installation et les rejets dans l'atmosphère sur le site de Combronde. Ce plan est réactualisé tous les 5 ans.</p> <p>L'exploitant transmet le plan de gestion des COV, avant le 31 mars 2014 pour les émissions de l'année 2013 puis tous les 5 ans avant le 31 mars de l'année n+1 pour les émissions de l'année n, à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire ses émissions de COV sur le site de Combronde.</p> <p>Le plan de gestion des COV peut être établi selon des principes similaires au guide INERIS relatif à l'élaboration des plans de gestion de solvants et en vigueur à la date de réalisation ou de mise à jour du plan.</p> <p>Les masses mises en œuvre dans le plan de gestion des COV sont exprimées en tonnes de COV et non pas en équivalent Carbone.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à IKO de transmettre sa méthodologie d'évaluation de rejets diffus de son site de Combronde et de justifier du respect de la VLEd de 3,5 % de la quantité de COV mise en œuvre. De plus, il avait été identifié que les émissions diffuses n'avaient pas été évaluées en tant qu'émissions diffuses fugitives ou non fugitives tel que requis par les MTD (meilleures techniques disponibles) n° 19 et 20 du BREF WGC. Ce point étant à compléter dans le dossier de réexamen.</p> <p>Lors de la présente inspection, le plan de gestion des COV a été présenté et commenté. L'inspecteur souhaite que ce document soit revu afin d'intégrer les remarques suivantes (en lien avec le dossier de réexamen) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prise en compte des composés répondants à la définition d'un COV (tension de vapeur

supérieure à 0,01 kPa à une température de 20°C ou volatilité équivalente dans la température du process) et pas uniquement du pentane, - déterminer la quantité de COV contenus dans les produits finis (considérés dans O7), - ne pas considérer par défaut que les émissions non captées sont nulles ou très faibles : le but du plan de gestion est justement de les estimer à partir d'une soustraction des entrées/sorties de solvants.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra son plan de gestion des COV mis à jour en intégrant les remarques listées ci-dessous. Il présentera sa justification du respect de la valeur limite annuelle d'émissions diffuses de 3,5% de la quantité de COV mise en oeuvre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Reexamen IED

Référence réglementaire : Lettre du 17/03/2025
Thème(s) : Risques chroniques, IED
Prescription contrôlée : Réponses au courrier du 17 mars 2025 demandant de compléter le dossier de réexamen IED du 31 janvier 2024.
Constats : L'exploitant n'a pas répondu à la demande de complément sur le dossier de reexamen IED en date du 17 mars 2025. Lors de l'inspection, il a également été demandé une transmission des éléments suivants : - rapport de base du 17 nov 2023 (présenté lors de l'inspection mais non retrouvé dans les archives de l'inspection), - réponses détaillées concernant l'inventaire des substances pertinentes, justifié par une explication sur les molécules et des réactions chimiques mises en jeu. Un screening des émissions du site sur les deux émissaires de COV serait également souhaitable. En effet, l'inspection souhaite avoir une confirmation sur la nécessité de suivre certains composés CMR comme les formaldéhydes, le MDI (retrouvés dans des analyses en septembre 2023) et l'octoate. Les composés à étudier sont à minima ceux listés dans les points 5.1.1.3 et 5.1.1.4 de l'arrêté du 4 novembre 2024, - une cartographie et une estimation des émissions canalisées, diffuses (fugitives et non fugitives) dont le schéma issu du plan de gestion des COV peut être une bonne base, - une justification qu'une hausse des coûts disproportionnés serait engendrée par la mise en place d'un nouveau système de traitement des COV issus des opérations de finition (conformément à la condition 2 du point 5.1.1.1 de l'arrêté du 4 novembre 2024), si l'exploitant souhaite que la valeur limite de 110 mg/Nm ³ soit conservée sur cet émissaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra les éléments demandés dans le délai imparti. Dans le cas où certaines analyses ou recherches nécessitent plus de temps, il présentera un plan d'actions avec les dates de remise des éléments manquants. L'inspection rappelle que <u>si les éléments transmis ne permettent pas de répondre aux hypothèses réglementaires</u> (notamment concernant des flux de coupure sur des émissions de COV, COV CMR, émissions canalisées, diffuses fugitives et diffuses non fugitives), <u>les dispositions les plus contraignantes seront retenues.</u>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Plan d'opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.9.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/05/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers avant le début de l'exploitation du site. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'à l'intervention éventuelle des secours publics. Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de son établissement, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. en application de l'article 1 ^{er} du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R.512-29 du code de l'environnement. En cas d'accident avec intervention des secours publics (hors secours à personne), que le sinistre soit contenu dans les limites de l'établissement ou non, la Direction des opérations de secours (DOS) est assurée par l'autorité de police compétente(maire), le Commandement des Opérations de Secours (COS) étant assuré par le représentant des secours publics. Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.
Constats : L'exploitant a prévu de finaliser la mise à jour du POI sous un mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le POI mis à jour sera transmis à l'inspection, au SDIS et à la préfecture (SIDPC).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : zonage des dangers internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie,

d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.
Constats : Comme demandé suite à l'exercice POI précédent, le site s'est équipé d'un plan de zonage interne des dangers en version A3 plastifiée pour remise aux services de secours en cas de crise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2025
Prescription contrôlée : ARTICLE 7.5.3. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES - MISE À LA TERRE Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. A proximité d'au moins une issue est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de couper l'alimentation électrique de l'ensemble des 4 cellules de stockage. Les transformateurs de courant électriques, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur du dépôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés du dépôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'une ferme porte. Ce mur et ces portes sont respectivement de degré REI 120 et EI 60.
Constats : L'exploitant a intégré dans son suivi sur le logiciel le numéro de la non-conformité traitée afin de faire un lien avec les rapports d'installations électriques.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le dernier contrôle des installations a eu lieu en août 2025 mais le rapport n'est toujours pas disponible. Il devra être envoyé à l'inspection afin de confirmer la levée des non-conformités récurrentes sur les installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : vérification des dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.5.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et stratégie incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2025
Prescription contrôlée : Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées par un compteur de coups de foudre conforme au guide UTE C 17-106. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard 6 mois après leur installation. Une vérification annuelle visuelle et une vérification complète tous les 2 ans sont réalisées par un organisme compétent. Les installations sont vérifiées conformément à la norme NF EN 62305-3. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérification de ses installations. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Si l'une des vérifications menées par l'exploitant fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. Après chacune des vérifications, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir réalisé les actions correctives nécessaires cependant le rapport de contrôle foudre 2025 n'était pas disponible lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle foudre 2025 dès réception.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/10/2013, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, prévention et stratégie incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 08/02/2025
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien ...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer: l'interdiction de fumer; l'interdiction de tout brûlage à l'air libre; l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt; l'obligation du "permis d'intervention" ou "permis de feu" ; les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en

sécurité de l'installation (électricité, gaz, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie; la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. Les consignes ou modes opératoires définissent notamment la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.
Constats : La présence de consignes a été vérifiée à proximité du stockage de produits chimiques en IBC.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Etiquetage des produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les stockages de produits chimiques dans leur emballage commercial :</p> <p>Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant [...] les pictogrammes de danger , les mentions d'avertissement, de danger et les conseils de prudence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un contrôle par sondage a été effectué sur les étiquettes des produits stockés en IBC ainsi qu'une comparaison avec l'état des stocks mis en place en cas de crise.</p> <p>Ce document permet d'avoir une vision rapide des produits utilisés, des quantités (actualisées tous les jours), des principaux composés chimiques, de la zone de stockage et des pictogrammes de sécurité/phrases de risque associés.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été identifié les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une nouvelle cuve de silicone n'apparaît pas dans l'état des stocks, - le Réaxis C716 ne présente pas de risques contrairement à ce qui est indiqué dans l'état des stocks. <p>L'étiquetage du produit Kosmos 70 LO laisse apparaître les différences suivantes par rapport à la FDS fournie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mention de risque légèrement différente entre la FDS (Susceptible de nuire à la fertilité ou au fœtus) et l'étiquette (peut nuire au fœtus), - conseil de prudence manquant sur l'étiquette par rapport à la FDS : Éviter tout contact avec les yeux, la peau ou les vêtements. <p>Il est également noté que l'écriture des mentions de danger et conseils de prudence est très petite. La taille pourrait être augmentée (l'article 31 du règlement CLP imposant : "Les éléments d'étiquetage visés à l'article 17, paragraphe 1, sont marqués de manière claire et indélébile. Ils se détachent nettement du fond, sont de taille suffisante et présentent un espacement suffisant pour être aisément lisibles")</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour son état des stocks pour prendre en compte ces remarques. Il fera également remonter les remarques concernant l'étiquetage du produit Kosmos au fournisseur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Fiche de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Rétention
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant dispose de la FDS correspondant au produit stocké en IBC (contenant d'un mètre cube) appelé KOSMOS 70 LO. Cette FDS devrait présenter le numéro français d'appel d'urgence (n° ORFILA: +33 (0)1 45 42 59 59) puisque le produit est utilisé en France. Le numéro indiqué est celui de l'Allemagne.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra indiquer au fournisseur cette remarque de l'inspection (n° d'urgence français) afin qu'il modifie sa FDS version française.
Type de suites proposées : Sans suite

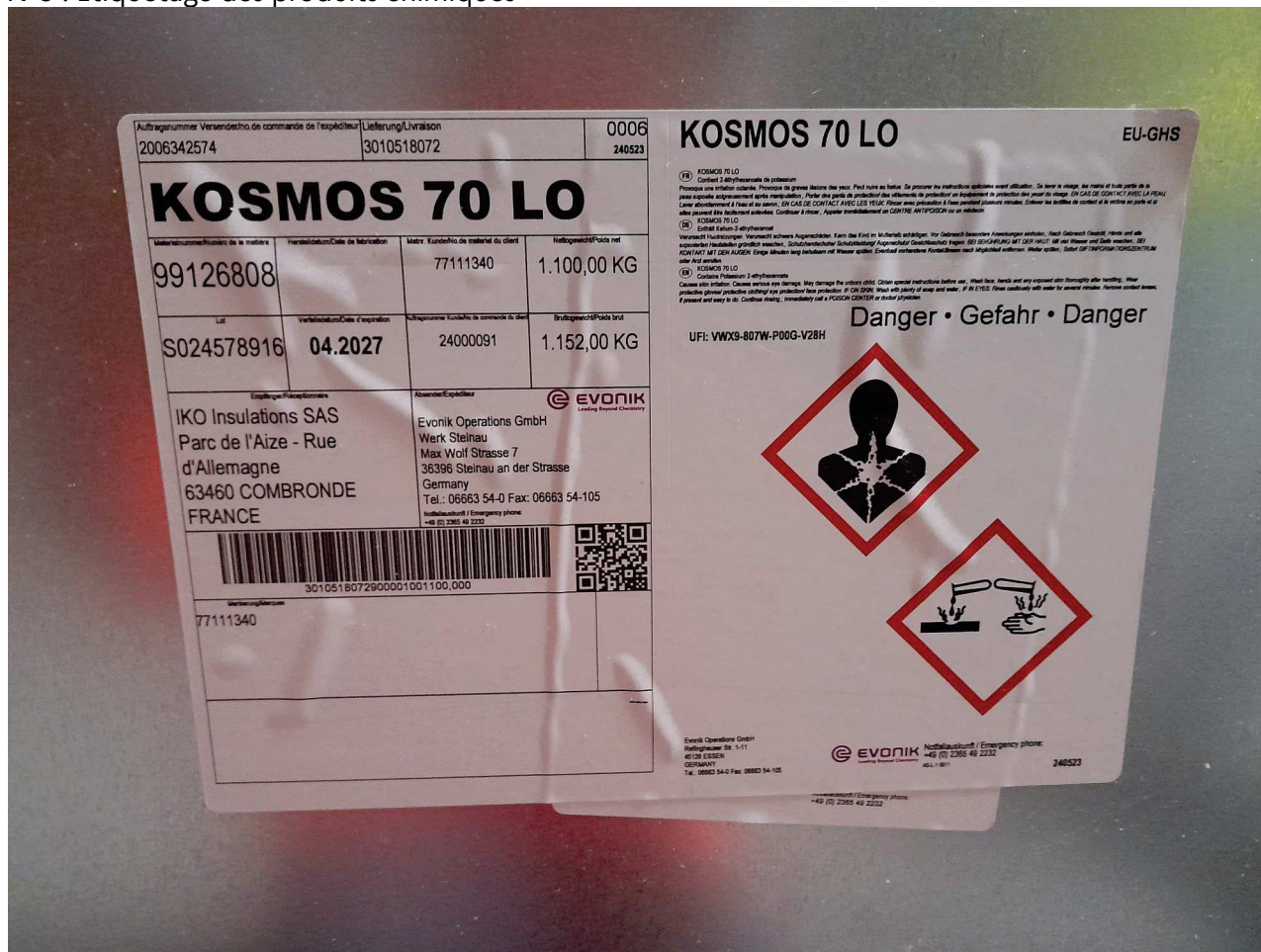
N° 11 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : Le stockage sur la zone 3 accueille plusieurs IBC. Une rétention est intégrée dans le bâti sous le stockage. Lors des échanges, le personnel ne connaissait pas clairement le volume maximal de stockage pouvant être associé à ces rétentions. Cependant, les pratiques courantes (maintien d'un stock toujours relativement constant) laissent penser que le dépassement du volume pouvant être retenu par la rétention est peu probable. <u>Un affichage du volume maximum autorisé au niveau de chaque stockage/rétention permettrait de clarifier ce sujet.</u>

Type de suites proposées : Sans suite

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°9 : Etiquetage des produits chimiques



EtqOctoate-Kosmos